



Assemblée générale

Cinquante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
30 novembre 1998

Original: français

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 53^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 23 novembre 1998, à 17 heures

Président: M. Hachani (Tunisie)

Sommaire

Point 110 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social

Clôture de la session

La séance est ouverte à 17 h 30.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Point 110 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)
(A/C.3/53/L.58/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/53/L.58/Rev.1 :
Droit au développement*

1. **M. Mofokeng** (Afrique du Sud), parlant au nom des États Membres des Nations Unies qui font partie du Mouvement des pays non alignés, et de la Chine, souhaite réviser oralement le projet de résolution après les consultations informelles tenues sur le texte. Au neuvième alinéa du préambule, dans la version anglaise, il convient d'insérer le mot «the» après les mots «United Nations system for». Au paragraphe 5 c) du dispositif, il faut ajouter au début de la phrase les mots «en même temps». Le paragraphe 9, remanié, se lit comme suit : «Invite le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le cadre de son mandat, à tenir dûment compte des incidences du problème du fardeau de la dette extérieure des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, et du plein exercice du droit au développement dans ces pays». Au paragraphe 19, dans la version anglaise, après les mots «at the top of», il convient de remplacer les mots «human rights» par le mot «global». Au paragraphe 20 b), dans la version anglaise, le mot «providing» doit être remplacé par le mot «provide». Au paragraphe 20 f), il faut ajouter au début de la phrase les mots «De continuer». Le paragraphe 20 h) et j) devient le nouveau paragraphe 20 *bis* a) et b), précédé d'un chapeau qui se lit comme suit : «Prie la Commission des droits de l'homme». Le nouveau paragraphe 20 *bis*, tel que modifié, se lit comme suit : «De prier la Commission des droits de l'homme : a) D'inviter l'expert indépendant qu'elle a désigné à inclure dans son étude sur les progrès accomplis dans la réalisation du droit au développement des propositions sur les mesures qui pourraient être prises afin de mieux contribuer à la réalisation du droit au développement aux niveaux national et international, et de présenter ses études à l'Assemblée générale; b) D'inviter le mécanisme de suivi, à envisager, entre autres, l'élaboration d'une convention sur le droit au développement. Au paragraphe 20 i), qui devient maintenant le paragraphe 20 h), il convient de remplacer, à la première ligne, l'expression «y compris» par «notamment». Au même paragraphe, dans la version anglaise, les mots «including those contributing to» doivent être remplacés par «such as those participating in».

2. **M. Theuermann** (Autriche) dit qu'il avait cru comprendre, lors des consultations tenues avec les auteurs du texte, que le paragraphe 4 du dispositif avait été amendé, et qu'après les mots «droits fondamentaux de la personne humaine», il avait été convenu d'ajouter le membre de phrase «et réaffirme que la personne humaine est le sujet central du développement». Il avait également été convenu, lui semble-t-il, que le chapeau du nouveau paragraphe 20 *bis* se lirait comme suit : «De demander à la Commission des droits de l'homme d'envisager». La délégation autrichienne se demande par ailleurs si la fin du paragraphe doit se lire «présenter ses études» ou «présenter son étude».

3. **M. Mofokeng** (Afrique du Sud) confirme que le texte des modifications au paragraphe 4 que l'Autriche a lues au nom de l'Union européenne est exact à l'exception du chapeau du nouveau paragraphe 20 *bis* dont le libellé devra être examiné par les auteurs si l'Union européenne insiste sur sa formulation.

4. **M. Winnick** (États-Unis), après avoir rendu hommage aux efforts entrepris par les membres de la Troisième Commission pour parvenir à un consensus sur le projet de résolution, dit que celui-ci contient malheureusement encore certains points qui n'ont pas été traités de façon satisfaisante. La délégation des États-Unis ne peut donc se joindre au consensus et demande un vote enregistré sur le projet de résolution. Elle se réserve le droit d'expliquer son vote en séance plénière de l'Assemblée générale.

5. **M. Mofokeng** (Afrique du Sud) aimerait savoir si la délégation des États-Unis souhaite qu'il soit procédé à un vote enregistré sur l'ensemble du texte du projet de résolution ou sur certains paragraphes.

6. **M. Winnick** (États-Unis) confirme que la délégation des États-Unis demande un vote enregistré sur l'ensemble du texte.

7. **M. Reyes Rodriguez** (Cuba), faisant une déclaration d'ordre général, dit que sa délégation déplore qu'après de longues négociations et d'innombrables amendements, la Commission soit obligée de mettre le projet aux voix. Elle le déplore d'autant plus qu'elle tenait particulièrement à ce que la Commission adopte par consensus les paragraphes 22 et 23 de la version non révisée oralement du projet, qui tendent à incorporer la Déclaration sur le droit au développement dans la Charte internationale des droits de l'homme. Elle regrette aussi vivement que le vote porte sur l'ensemble du projet et non sur certains de ses paragraphes, comme cela avait été proposé, ce qui montre une fois de plus que les pays en développement sont seuls à faire preuve de compréhension et de souplesse. Elle continuera à oeuvrer, parce qu'elle

estime que c'est important, pour que la Déclaration sur le droit au développement soit incorporée dans cette Charte.

8. **M. Effendi** (Indonésie), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, rappelle que le Mouvement des pays non alignés a fait des efforts considérables pour que le projet puisse être adopté par consensus. Estimant particulièrement regrettable que ces efforts n'aient pas abouti, il demande aux pays membres du Groupe des 77 et à la Chine d'appuyer le projet.

9. **M. Kamitani** (Japon), expliquant son vote avant le vote, dit que son pays attache une grande importance au droit au développement qu'il considère comme un droit universel et inaliénable et rappelle qu'à sa cinquante-quatrième session, en avril 1998, la Commission des droits de l'homme a adopté par consensus une résolution sur le droit au développement (1998/72). À la présente session de l'Assemblée, le Japon a participé de bonne foi aux négociations officielles sur le projet, qu'il espérait sincèrement pouvoir approuver. Malheureusement, le texte du projet ne lui donne pas entièrement satisfaction car il ne tient pas suffisamment compte de la responsabilité des gouvernements en matière de promotion et de défense des droits de l'homme et ne réaffirme pas assez clairement, à son avis, ce qui est dit dans le Programme d'action de Vienne, à savoir que «si le développement facilite la jouissance des droits de l'homme, l'absence de développement ne peut être invoquée pour justifier une limitation des droits de l'homme internationalement reconnus». La délégation japonaise s'abstiendra donc lors du vote.

10. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/53/L.58/Rev.1 tel qu'oralement révisé.

Votent pour :

Algérie, Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Répu-

blique arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Andorre, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède.

11. *Le projet de résolution A/C.3/53/L.58/Rev.1, tel qu'oralement révisé, est adopté par 109 voix contre une, avec 40 abstentions.*

12. **M. Theuermann** (Autriche), expliquant le vote de l'Union européenne après le vote, dit que celle-ci jugeait le projet acceptable dans son ensemble et était disposée à se joindre au consensus mais qu'un vote ayant été demandé, elle a choisi de s'abstenir. Elle estime en effet que le texte du projet est imparfait et insuffisamment équilibré et contient de nombreux nouveaux éléments qui demandent à être examinés de manière approfondie. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Commission des droits de l'homme a décidé à sa dernière session, en 1998, de mettre en place un mécanisme de suivi du droit au développement qui prévoit la réalisation d'une étude par un expert indépendant et la constitution d'un groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, qui doit se réunir pour la première fois en 1999. L'Union européenne espère que la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-cinquième session et, surtout, son Groupe de travail sur le droit au développement remédieront aux faiblesses et lacunes du texte et permettront ainsi à la Commission d'adopter la prochaine résolution sur le droit au développement par consensus.

13. **Mme Eckey** (Norvège) dit que son pays a été l'un des premiers pays membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à coparrainer la résolution sur le droit au développement (1998/72) que la Commission des

droits de l'homme a adoptée par consensus à sa dernière session, en avril 1998, et regrette que ce consensus n'ait pu se maintenir à la présente session de l'Assemblée générale. Si les droits économiques, sociaux et culturels et les droits civils et politiques se renforcent mutuellement et doivent se voir accorder la même importance et si les pays donateurs doivent en conséquence aider les pays en développement à les concrétiser, il faut aussi que ceux-ci fassent preuve de la volonté politique de les faire respecter, faute de quoi cette aide restera vaine. La Norvège s'associe à la déclaration faite par l'Autriche au nom de l'Union européenne et espère qu'un consensus sur le droit au développement pourra se dégager à la prochaine session de l'Assemblée générale.

14. **M. Ball** (Nouvelle-Zélande), expliquant son vote après le vote, dit que sa délégation n'a pas été en mesure, comme elle espérait pouvoir le faire pour la première fois, de parraî ner le projet sur le droit au développement à cause du libellé de certains paragraphes, notamment ceux concernant la dette et le mandat du mécanisme de suivi du droit au développement mis en place par la Commission des droits de l'homme, et à cause du texte en général, qui n'est pas, à son avis, suffisamment équilibré. Pour les mêmes raisons, elle s'est abstenue lors du vote. Elle espère qu'à la cinquante-quatrième session, la Commission disposera de davantage de temps pour mener ses négociations et pourra parvenir à un consensus et se déclare prête à oeuvrer à cette fin.

15. **M. Rogov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation regrette vivement que les négociations sur la résolution n'aient pu aboutir faute de temps et qu'il ait subsisté des points de désaccord. Elle estime que le droit au développement, qui est universel, devrait être un facteur d'union plutôt que de discorde et espère qu'à l'avenir, les membres de la Commission s'inspireront de cette philosophie, qui a toujours été celle de son pays.

16. **Mme Kerr** (Australie) dit que sa délégation, qui a coparrainé la résolution 1998/72 de la Commission des droits de l'homme, regrette que la Troisième Commission n'ait pas été en mesure de maintenir le consensus sur le droit au développement. Elle a, sur la résolution A/C.3/53/L.58/Rev.1, les mêmes réserves que celles qu'a formulées la Nouvelle-Zélande. Elle espère vivement qu'à la prochaine session de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, un consensus se dégagera sur les textes relatifs au droit au développement.

17. **M. Ma Young Sam** (République de Corée) dit que sa délégation aurait souhaité que la résolution, qui reflète la plupart des préoccupations de son pays, puisse être adoptée par consensus. Cependant, ayant eu des difficultés à en

accepter certains paragraphes, en particulier le paragraphe 20 b) de la version non oralement révisée du projet, elle s'est abstenue lors du vote.

18. **Mme McVey** (Canada) dit que son pays regrette vivement que la Commission ait été, par manque de temps, dans l'impossibilité d'adopter la résolution par consensus et espère qu'il en ira autrement à la prochaine session de l'Assemblée générale.

19. **Le Président** propose que la Commission prenne note des documents suivants au titre du point 110 a) de l'ordre du jour, le rapport du Comité des droits de l'homme (A/53/40, vol. I et II), le rapport du Comité contre la torture (A/53/44), le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (A/53/253), le rapport du Secrétaire général sur les opérations du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/53/283), le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (A/53/565), le rapport du Secrétaire général sur l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (A/53/339); au titre du point 110 b) de l'ordre du jour, le rapport du Secrétaire général sur le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel de l'Organisation des Nations Unies (A/53/501), la note du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (A/53/279), la note du Secrétaire général sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (A/53/337); au titre du point 110 c) de l'ordre du jour, le rapport du Secrétaire général sur le programme de coopération technique en Haïti (A/53/530), la note du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans le sud du Liban et l'ouest de la Bekaa (A/53/537), la note du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Soudan (A/53/504), la note du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Burundi (A/53/490), la note du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo (A/53/365); et au titre du point 110 e) de l'ordre du jour, le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/53/36).

20. *Il en est ainsi décidé.*

21. **Le Président** déclare que la Commission a ainsi achevé l'examen du point 110 et des points 110 a), 110 b), 110 c), 110 d) et 110 e) de l'ordre du jour.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social

Organisation des travaux de la Troisième Commission et projet de programme de travail biennal de la Commission pour 1999-2000 (A/C.3/53/L.64)

22. **M. Bunch** (Chef du Groupe de la programmation et du suivi de la documentation du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence) propose à la Commission d'apporter les corrections suivantes au document A/C.3/53/L.64 : à la page 6, il faut remplacer le titre du point 4 de l'ordre du jour (Contrôle international des drogues) par «Problème mondial de la drogue», qui s'inspire du titre donné à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, tenue en mai 1998; à la page 6 également (sous le point 5 de l'ordre du jour : Promotion de la femme), conformément au projet de résolution A/C.3/53/L.12/Rev.1, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes doit passer de la rubrique des documents à examiner tous les deux ans à celle des documents à examiner tous les ans; à la page 10, dans la liste des documents à examiner annuellement au titre du point 12 b) de l'ordre du jour (Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales), il faut supprimer «Protection du personnel des Nations Unies», l'Assemblée générale n'ayant pas adopté de résolution sur ce sujet à la présente session; à la page 17 de la version anglaise, sous la rubrique «*Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux*», le membre de phrase «Questions for consideration for which no advance documentation has been requested» doit être souligné; et à la page 18, il convient de rectifier la cote du projet de résolution sur le droit au développement, qui doit se lire A/C.3/53/L.58/Rev.1 (et non A/C.3/53/L.58).

23. *Le projet de programme de travail biennal pour 1999-2000 (A/C.3/53/L.64), tel qu'il a été oralement modifié, est adopté sans être mis aux voix.*

Rapport du Conseil économique et social (A/53/3)

Projet de décision

24. **Le Président** recommande que la Commission adopte un projet de décision par lequel elle prend note du rapport du Conseil économique et social publié sous la cote A/53/3, en particulier des chapitres I, III, V et VIII (sect. A, C et I) et du chapitre X, qui ont été renvoyés à la Troisième Commission.

25. *Il en est ainsi décidé.*

26. **Le Président** déclare que la Commission a achevé l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

Clôture des travaux de la Commission

27. **Le Président** remercie les délégations de leur coopération et de l'esprit constructif qu'elles ont manifesté et exprime sa gratitude aux membres du Bureau et du Secrétariat.

28. Après un échange de courtoisies auquel prennent part M. Effendi (Indonésie), au nom du Groupe des 77 et de la Chine, Mme Ilham Ahmed (Soudan), au nom du Groupe des États d'Afrique, M. Mofokeng (Afrique du Sud), au nom du Mouvement des pays non alignés et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, Mme Kerr (Australie), au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, Mme Sandru (Roumanie), au nom du Groupe des États d'Europe orientale, Mme Martinez (Équateur), au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, M. Al-Taei (Oman), au nom du Groupe des États d'Asie, M. Theuermann (Autriche), au nom de l'Union européenne, M. Al-Ethary (Yémen), au nom du Groupe des États arabes, et Mme Hoades-Cornette (Guyana), au nom du Marché commun des Caraïbes, qui déplorent tous que la Commission n'ait pas pu parvenir à un consensus sur le projet de résolution A/C.3/53/L.58/Rev.1, le Président déclare achevés les travaux de la Troisième Commission à la cinquante-troisième session.

La séance est levée à 19 h 5.